Communiqué de presse

JTEKT Irigny, BOSCH Vendôme : les constructeurs organisent le recul industriel, les salariés refusent de payer la facture !

La FTM-CGT dénonce la stratégie des grands donneurs d'ordres qui sacrifient les équipementiers et leurs salariés au nom de la rentabilité financière. De JTEKT à Irigny, à Bosch à Vendôme, c'est la même inquiétude qui monte chez les salariés : celle de voir leur outil industriel, leurs emplois et leurs savoir-faire sacrifiés par des décisions prises loin des usines.

- À **Irigny,** après les suppressions d'emplois et la cession des activités européennes de JTEKT à un repreneur lié à LEO III–VV25-A GmbH, conseillé par le groupe DUBAG, les salariés s'interrogent sur l'avenir du site. Le possible désengagement de Renault et le risque de transfert de productions font peser de nouvelles menaces sur l'activité et l'emploi.
- À **Vendôme**, les salariés de Bosch sont en grève depuis plusieurs semaines pour défendre leur avenir, alors que le site est mis en vente et que la baisse des volumes commandés par Stellantis fragilise les perspectives industrielles.

Dans les deux cas, les salariés font les frais d'un système dans lequel les constructeurs décident des volumes, des prix et des orientations industrielles, mais ne prennent pas leurs responsabilités lorsque les conséquences sont des suppressions d'emplois, des fermetures ou des délocalisations.

La FTM-CGT le dit clairement : nous en avons assez que les sites industriels et les salariés soient les variables d'ajustement de stratégies financières exclusivement tournées vers la rentabilité immédiate des grands groupes ! Ces entreprises bénéficient d'aides publiques et de soutiens collectifs. En retour, nous exigeons des garanties réelles sur l'emploi, les salaires, les conditions de travail, les investissements et le maintien des productions en France. L'argent public ne peut pas financer des entreprises qui détruisent ensuite les emplois et les capacités industrielles des territoires. C'est tout le sens de notre combat pour la responsabilité des donneurs d'ordres, notamment à travers la proposition de loi dite GM&S, afin qu'un constructeur ne puisse plus se désengager de ses sous-traitants sans assumer les conséquences de ses décisions.

Une autre voie industrielle est possible.
La FTM-CGT porte un projet de véhicule électrique populaire et accessible, ainsi qu'un petit véhicule hybride, produits en France et répondant aux besoins réels de mobilité. Les savoir-faire de JTEKT Irigny dans les systèmes de direction, l'ingénierie et les essais, comme les savoir-faire de Bosch Vendôme, pourraient contribuer à cette nouvelle ambition industrielle. Ces deux sites pourraient avoir un avenir dans une filière automobile française qui choisit de produire, d'investir et de préserver les compétences, plutôt que de réduire les coûts et les emplois. Mais cela nécessite des constructeurs qui prennent leurs responsabilités, des engagements durables sur les volumes de production et une véritable volonté politique. Sans cela, notre industrie automobile continuera de disparaître, site après site, territoire après territoire.

La FTM-CGT appelle les pouvoirs publics et les constructeurs à sortir des discours et à prendre des engagements concrets. Nous refusons que les salariés paient une nouvelle fois le prix de choix financiers dont ils ne sont jamais responsables. Nos usines ont un avenir. Nos salariés ont des compétences. Ce qui manque aujourd'hui, c'est une volonté de produire en France et de construire une véritable stratégie industrielle.

Montreuil, le 25 novembre 2026

Contacts presse :
Patrick PIGOREAU (Bosch) : 06 12 28 24 07
Abdel YOUFSI (Acurion) : 06 50 49 76 63